

Malgré le grand bond en avant effectué par le système commercial multilatéral en 1993, couronné par la conclusion de l'Uruguay Round et la création de l'Organisation mondiale du commerce [OMC], la question du régionalisme refuse de disparaître. Il y a 30 ans, la Communauté européenne se distinguait comme une expérience unique d'intégration régionale dans un système commercial autrement dominé par le GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]; aujourd'hui, elle passe quasi inaperçue dans un monde fait d'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], d'ALETA [Accord de libre-échange transatlantique], d'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique] et de ZLEA [zone de libre-échange des Amériques]. L'an dernier, l'Organisation mondiale du commerce a identifié une centaine de groupements bilatéraux ou régionaux, et, presque chaque mois, on entend parler d'une alliance nouvelle ou élargie. Ce processus semble contraster nettement avec le déroulement solennel, quasi cartésien, des diverses rondes de négociation du GATT depuis 1947. Cette dynamique de la création de nouveaux arrangements régionaux ou sous-régionaux fait craindre à plusieurs que le système commercial mondial soit sur le point de se défaire, un peu comme ce qu'entrevoit Yeats dans son poème *Le retour* : « Tout se disloque : le centre ne tient plus; le monde est envahi par la simple anarchie. »

Pourtant, le régionalisme n'a pas jusqu'à maintenant créé un monde orwélien dans lequel les blocs commerciaux se feraient la guerre. La métaphore des blocs de construction serait sans doute plus indiquée dans un système de commerce qui a dû devenir plus sophistiqué – et plus complexe – face à une plus grande interdépendance économique. Cette complexité se reflète dans la diversité des groupements régionaux eux-mêmes. Avec son vaste mandat et ses pouvoirs supranationaux, l'Union européenne [UE] demeure le projet le plus ambitieux. Même si l'ALENA est moins ambitieux, là aussi les membres sont allés de l'avant dans des domaines tels que l'investissement et les services là où le niveau de notre intégration économique semblait appeler un régime plus global que celui que l'OMC pouvait offrir. Le niveau de sophistication possible, qu'il s'agisse d'une ZLEA ou de l'APEC, sera là aussi différent, ne serait-ce qu'en raison de la grande disparité des régimes économiques en cause. Cela dit, l'idée reste la même : le régionalisme offre aux pays un moyen de résoudre des problèmes qu'il est plus difficile de solutionner dans le cadre plus global de l'OMC.

Mais la recherche de règles d'application plus étendue et plus poussée ne peut expliquer à elle seule l'explosion actuelle du régionalisme. Certaines forces plus puissantes sont en jeu. La mondialisation a exercé sur toutes les économies des pressions irrésistibles en faveur de la libéralisation – de manière unilatérale si nécessaire et multilatérale si possible. Dans un monde où la technologie et le capital sont constamment en quête du rendement le plus élevé, les barrières protectionnistes sont devenues autant d'automutilations – une façon sûre de s'isoler de l'économie mondiale émergente. Les pays s'empressent de conclure